

---

## L'eau, nouvel instrument diplomatique de la France au Proche-Orient

---

Tarek Majzoub

Cinq ans et demi après l'ouverture de la conférence de Madrid le 30 octobre 1991, Arabes et Israéliens se retrouvent quasi périodiquement dans le cadre des négociations multilatérales<sup>1</sup> pour débattre de la question du partage des ressources hydrauliques rares au Proche-Orient.

L'eau au Proche-Orient sera certainement le sujet sur lequel on se penchera le plus dans le présent immédiat et dans l'avenir.

Plus que le pétrole, l'eau pourrait devenir à l'aube de XXIème siècle une arme stratégique majeure au Proche-Orient. Devant une croissance démographique démesurée, une expansion économique poussée et une urbanisation incontrôlée, une question lancinante revient comment assurer à tous les pays du Proche-Orient un accès à l'eau? Et quel est, dans ce contexte, l'apport envisageable de la France?

---

### La crise de l'eau au Proche-Orient

---

"Le choc pétrolier des années soixante-dix a eu un effet considérable sur la conservation de l'énergie. Peut-être avons-nous besoin d'un choc de l'eau pour rendre le monde plus sensible au problème de sa conservation", affirmait Monsieur Ramachandran, directeur de la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement qui s'est tenue à Dublin du 26 au 31 janvier 1992. Ce choc viendra-t-il de la guerre?

"La prochaine guerre dans la région [au Proche-Orient] sera une guerre pour l'eau". Cette prophétie, formulée au début des années quatre-vingts par Boutros Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien à l'époque et actuel Secrétaire général de l'ONU, a peu de chance d'être démentie.

Le Proche-Orient est à la veille d'une crise naturelle majeure : un manque d'eau endémique. La pénurie de ce liquide tant prisé contribue à

---

Hiver 1996-1997

exacerber les conflits. L'actualité est particulièrement riche d'événements inquiétants : les problèmes de pollution pullulent et les conflits relatifs au partage de l'eau se multiplient <sup>2</sup>.

Dès la plus haute antiquité, des confins de la Syrie et de l'Irak jusqu'en Égypte, la vie des populations de cette région — en majeure partie désertique — était déjà rythmée par le débit et les crues des fleuves. Nil et Euphrate étaient tellement synonyme de vie que les populations riveraines n'hésitaient pas à leur prêter des pouvoirs magiques. Et ce n'est pas un hasard si les civilisations édifiées autour de ces grands cours d'eau ont longtemps compté parmi les plus brillantes de l'univers.

Aujourd'hui, avec un fort taux de croissance démographique et une urbanisation galopante qui compte parmi les plus élevées de la planète, cette région toute entière exprime des besoins hydrauliques considérables.

En 1985, le Proche-Orient comptait quelques 205 millions d'habitants. En 2020, d'après les projections des Nations Unies, il en accueillera 425 millions (soit plus du double). Les pays arabes, qui compteront 320 millions d'habitants à la fin du siècle, manqueront alors d'au moins 127 milliards de m<sup>3</sup> d'eau, selon les projections des Nations Unies.

A chaque sommet arabe, la question de l'eau est inscrite à l'ordre du jour. A chaque fois, rien n'est décidé. Parce que les arabes ne peuvent rien décider seuls <sup>3</sup>: les principaux fleuves tels le Jourdain et ses affluents, l'Euphrate, le Nil ... sont directement contrôlés par des voisins non arabes (Israël, Turquie, Éthiopie).

L'Égypte — don du Nil — dépend à 98% des eaux du Nil pour ses besoins hydrauliques; l'Irak dépend à 82% des eaux du Tigre et de l'Euphrate; la Jordanie dépend à 96% des eaux du Jourdain; enfin la Syrie dépend à 75% des eaux de l'Euphrate <sup>4</sup>. Israël connaît aussi une situation délicate, car le Jourdain lui fournit 80% de ses besoins en eau et 67% des ressources en eau d'Israël viennent de la Cisjordanie, des hauteurs du Golan et de la bande de Gaza. Mais Israël, tout comme ses voisins, pompe aussi dangereusement dans les nappes souterraines non renouvelables une eau indispensable pour poursuivre sa politique de développement agricole intensif (l'agriculture, tant en Israël que dans les autres pays du Proche-Orient, représente à elle seule 70% de la consommation globale en eau). De plus, l'arrivée massive de juifs soviétiques en Israël (environ 2 millions d'ici la fin du siècle), et le reflux vers la Jordanie des quelques 300 000 palestiniens et jordaniens expulsés des Emirats du Golfe, ne fait qu'accroître le problème.

Tous les pays du Proche-Orient (exception faite pour la Turquie, l'Iran et peut-être le Liban) seront sur le fil du rasoir ou pire, gravement déficitaire en eau à l'horizon 2020. Israël, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et les autres Emirats du Golfe sont d'ores et déjà dans le rouge. Demain sera le tour du Yémen, de l'Égypte, et ainsi de suite.

Pour sa part, le Professeur Jean Margat, hydrogéologue et conseiller en France du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), estime que "sans un développement rapide des échanges et une réduction drastique des consommations, le Moyen-Orient va connaître de toute

façon une pénurie globale de ses ressources hydrauliques à l'horizon 2020" <sup>5</sup>.

Au Proche-Orient, l'eau est devenue aussi importante que le pétrole et on parle déjà de la "période de l'Eau". Tous ces enjeux sont résumés avec clarté par le géographe Michel Foucher: "le partage des eaux, dit-il, sera un élément de tout règlement global" <sup>6</sup>.

Si les guerres au Proche-Orient n'ont jamais été étrangères à ce problème, et si le futur de cette région ne peut que s'articuler autour d'une gestion commune des ressources hydrauliques bien plus précieuses pour la vie que l'or noir, toute absence de solution permet la persistance d'ingrédients pour une nouvelle guerre.

Les israéliens cherchent à assurer leurs besoins hydrauliques par l'occupation et l'exploitation des territoires occupés <sup>7</sup> (bande de Gaza, Cisjordanie et Liban Sud). Dans le même temps, leurs voisins arabes s'efforcent de les en chasser pour recouvrer cet atout hydraulique. L'accès des palestiniens aux eaux du Jourdain et à la nappe phréatique de Cisjordanie est l'un des enjeux des pourparlers de paix au Proche-Orient. Et c'est toujours l'eau qui, aujourd'hui, concourt à agrandir considérablement le terrain du conflit car il est évident que, désormais, la satisfaction des besoins de chaque pays passe naturellement par la diminution des ressources de l'autre. Et ce problème se pose du Nil — à l'ouest — aux sources du Tigre et de l'Euphrate - à l'est -.

Alors même que l'eau se fait de plus en plus rare, la gestion et le partage de cette ressource naturelle sont souvent mauvais ou quasi inexistantes, le service de l'eau est rudimentaire, sinon archaïque.

Au bas mot, l'investissement hydraulique à réaliser dans les pays du Proche-Orient serait, juste pour les dix années à venir, d'environ 70 milliards de dollars (350 milliards de francs). Certes, le chiffre avancé est peut-être contestable, mais l'ordre de grandeur, lui, ne l'est pas. De plus, la plupart des pays concernés constituent des marchés généralement solvables (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Israël, Koweït, Oman, Turquie...) <sup>8</sup>. Et parce que les entreprises françaises de l'eau dominent ce secteur, à tous ses niveaux, partout dans le monde, il faut que ces sociétés s'investissent.

Nul dans le monde ne conteste à la France Sa place de leader dans ce domaine, et le secteur hydraulique français sait mettre en avant ses acquis technologiques et son expérience pour se classer parmi les premiers réalisateurs de projets financés par la Banque Mondiale et le Fonds Européen de Développement. Avec la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux et la Société d'aménagement urbain et rural (la SAUR, filiale de Bouygues), la France possède les trois plus grandes sociétés de distribution et de traitement de l'eau dans le monde. Avec Pont-à-Mousson, la France a le premier producteur de tuyaux en fonte ductile (55 % des exportations mondiales). Avec les équipes d'hydrologues de ces sociétés présentes sur les cinq continents, la France occupe une position dominante pour la réalisation d'usines de dessalement, d'assainissement et de traitement de l'eau.

La France est exclue des négociations de paix du Proche-Orient et

avec elle sa pièce maîtresse, à savoir la question du partage de l'eau comme moyen d'instaurer la sécurité régionale.

Plus que n'importe quel pays européen, c'est bel et bien la France qui ressent le plus son absence des négociations de Paix au Proche-Orient.

## Le rôle de la France

La guerre du Golfe et l'ouverture de la conférence de Madrid le 30 octobre 1991 ont pris tout le monde au dépourvu, les Français autant que leurs voisins européens. Il n'est donc pas étonnant que de nombreuses voix se soient élevées à la fois pour saluer cet événement inattendu et pour exprimer certaines réserves, des doutes, voire des inquiétudes sur l'avenir d'une politique européenne commune et sur son rôle sur la scène proche-orientale.

Aujourd'hui, près de cinq ans et demi après le début des négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes (y compris les palestiniens), cette question n'a rien perdu de son actualité et continue d'alimenter le débat, non seulement en France et dans de nombreux pays européens, mais aussi au Proche-Orient. Car force est de constater que les interrogations et inquiétudes de la France et de ses voisins européens sont aussi celles des États du Proche-Orient. D'où la naissance en France, d'une discussion passionnée et profonde sur le rôle de la France, ses responsabilités particulières, sa place au Proche-Orient et sur ses relations avec ses différents partenaires dans cette région, à laquelle participent responsables politiques, instituts de recherche et journalistes. L'existence même de ce débat montre qu'en matière de politique étrangère, les responsables français insistent sur la nécessité d'une continuité et d'une retenue, sur l'orientation proche-orientale de la France et sur l'indispensable maintien des structures multilatérales sur lesquelles s'appuie la diplomatie de la France.

Mais si la politique de continuité et de retenue est devenue assez efficace, grâce à son ancrage dans les différents États du Proche-Orient, c'est aussi parce que les responsables de ces États étaient conscients de l'absence d'alternatives et démoniaisaient l'administration américaine. En effet, la politique française de "diplomatie bilatérale équilibrée" entre Arabes et Israéliens souffre actuellement de la nouvelle image de marque américaine véhiculée par une diplomatie américaine repensée au Proche-Orient.

Force est de constater que la France, en cette fin de siècle, est en concurrence directe avec les États-Unis dans cette région. Les Américains se font les promoteurs zélés de leur politique par le commerce, l'industrie et le savoir-faire; et prennent ainsi le pas sur les Français.

La France peut jouer un rôle renouvelé et dynamique, qui tienne compte de sa dimension politique telle qu'elle a été consacrée par le passé dans cette partie du monde, ainsi que de sa volonté, toujours affirmée, de contribuer à la stabilité et à la sécurité dans la région. Ainsi, la présence active de la France et de l'Europe à la table des négociations serait dans l'intérêt, d'ailleurs bien compris, de toutes les parties. En effet, les Français sont peut-être mieux placés que les Américains pour inciter les Arabes à

la modération dans leurs politiques envers Israël, et pousser ce dernier dans la voie de la Paix, surtout qu'il écoule environ 40% de ses productions dans l'Union Européenne.

La France peut s'appuyer sur ses entreprises de l'eau, dominantes dans le monde enfler, pour marquer son grand retour sur la scène proche-orientale<sup>9</sup>.

Il est de l'avis général des experts diplomatiques qu'une politique étrangère est un travail de longue haleine, une fin à long terme. Par contre, une percée technique - bien que n'étant pas un substitut à la diplomatie - peut être fructueuse à court terme. Ces deux stratégies peuvent être complémentaires, l'une appuyant l'autre, ou concomitantes; de même peuvent-elles être successives, l'une préparant l'autre. Mais sans pouvoir entrer dans toutes les nuances pourtant indispensables, il semble possible de constater que la "stratégie technique", aux résultats immédiats peut véhiculer et soutenir la "stratégie diplomatique". Dès lors, le gouvernement et les entreprises de l'eau en France auront à se concerter dans les domaines suivants:

- Élaborer un modèle juridique français concernant le partage de l'eau;
- Répandre le savoir-faire et les techniques françaises dans le domaine hydraulique;
- Améliorer la coopération et la concertation entre les différentes entreprises françaises<sup>10</sup>.

Ces objectifs seront réalisés grâce à une prise de conscience politique de l'importance de la crise hydraulique au Proche-Orient, accompagnée par un soutien sans faille de la part des entreprises françaises de l'eau à la diplomatie française au Proche-Orient.

Des recommandations particulières pour l'action peuvent être formulées :

- La création d'un organisme de coordination (et pourquoi pas le BRGM) entre les divers programmes de recherche et de développement des ressources hydrauliques menées au Proche-Orient. Cet organisme jouerait le rôle d'une banque de données fiables pour toutes les parties concernées.

- La création d'un programme de recherche bilatéral France/Proche-Orient, dans les secteurs où la France est pionnière, dans le but d'encourager le développement et l'avancement des techniques et technologies hydrauliques au Proche-Orient. Les thèmes étudiés couvriront un large éventail allant de l'horticulture, de la recherche génétique végétale, du contrôle de la pollution, de la réutilisation des eaux usées, à la recherche sur les espaces désertiques du Proche-Orient.

Il est notoire que ces recherches pourront donner suite à des applications internationales, et pourront être bénéfiques aux niveaux des DOM-TOM et des pays africains francophones.

Tout ceci ne demande que des changements structurels minimes à coût réduit, mais à rendement très élevé pour l'image et l'influence internationales de la France.

Plus qu'un marché, le développement des ressources hydrauliques au

Proche-Orient est un pari, voire même un enjeu politique et stratégique.  
Dorénavant, une nouvelle frontière attend la France.

Tarek Majzoub est docteur en droit public, auteur, notamment, de *Fleuves du Moyen-Orient (situation et perspectives politico-juridiques)*, Ed. L'Harmattan, Paris, 1994.

<sup>1</sup> Le Liban et la Syrie refusent toujours de participer à ces négociations aussi longtemps qu'aucun progrès n'aura pas été enregistré au niveau bilatéral.

<sup>2</sup> Par exemple, la décision unilatérale prise par la Turquie, en mai 1993, de construire un nouveau barrage sur l'Euphrate a suscité de vives réactions de la part de la Syrie et de l'Irak (voir *As-Safir*, 20/11/95; *Al-Hayat*, 13/12/95).

<sup>3</sup> On évalue à quelques 67 % les ressources hydrauliques de la région arabe provenant de sources non arabes (hors région arabe).

<sup>4</sup> Certes, les pourcentages avancés sont peut-être contestables, mais l'ordre de grandeur, lui, ne l'est pas.

<sup>5</sup> Voir *La Croix* de l'événement, 3-4/11/91.

<sup>6</sup> Émission télévisée sur Antenne 2 du samedi 2/11/91 "Le Jourdain ... et pour quelques gouttes de plus".

<sup>7</sup> Voir M. Kessler, in *Le Monde diplomatique*, février 1992, p. 19.

<sup>8</sup> Le marché proche-oriental de l'eau est porteur d'espoir car, malgré l'érosion des finances publiques de certains pays de la région - notamment la Syrie, la Jordanie, l'Autorité palestinienne, sans oublier l'Égypte, le Soudan et l'Irak -, le besoin vital d'eau, ainsi que le coût social et politique de cette ressource naturelle, amènent ces pays à consentir de supporter le coût financier, aussi important soit-il.

<sup>9</sup> Le problème de l'eau dans sa dimension internationale a été posé par des spécialistes réunis au Sénat le 12/2/1992 pour le dixième anniversaire d'Hydroplan (association dans laquelle se trouvent tous les professionnels de l'eau), voir le *Quotidien de Paris*, *Le Figaro* du 13/2/92.

<sup>10</sup> Plusieurs "heurts" ont été signalés dans un certain nombre de marchés de l'eau au Proche-Orient.